



communiqué

Date

Le 25 octobre 1989

N^o 259

Pour publication

SOUS EMBARGO JUSQU'À 19H00 HEURE LOCALE

JOHN CROSBIE RÉPOND AUX CRITIQUES DE CLYDE WELLS
SUR L'ACCORD DU LAC MEECH

OTTAWA - Le ministre du Commerce extérieur, M. John C. Crosbie, a, dans un discours prononcé devant la Chambre de commerce de Dartmouth, le 25 octobre, répondu à la prise de position du Premier ministre Clyde Wells sur l'Accord du lac Meech.

"M. Wells est un homme sincère, mais il est tragique de voir comme il est mal conseillé. Il dispose maintenant du pouvoir de détruire la meilleure chance qu'a aujourd'hui notre pays de réaliser l'unité nationale, en brisant l'Accord du lac Meech, et il déclare vouloir s'en servir," a affirmé M. Crosbie. "Il devrait comprendre qu'il fait courir un grave danger à l'unité de notre pays."

En réponse aux remarques de M. Wells voulant que l'Accord du lac Meech empêche la réforme du Sénat, M. Crosbie a rétorqué que "sans l'Accord du lac Meech, il n'y aura pour ainsi dire aucune chance de réaliser une réforme du Sénat, parce qu'il n'y aura pour ainsi dire aucune chance de mener à bien une réforme constitutionnelle."

.../2

Mr. Wells affirme que la clause reconnaissant la société distincte du Québec détruira l'unité nationale. À cela, M. Crosbie a répondu que "... reconnaître le Québec comme société distincte, ce n'est que reconnaître une situation qui a commencé avec la colonisation par la France, il y a plus de 380 ans. C'est une réalité qui mérite d'être reconnuesi nous voulons d'un avenir où le Canada sera uni."

M. Crosbie a répliqué à la déclaration de M. Wells reprochant à l'Accord du lac Meech de faire de Terre-Neuve une province défavorisée: "Les programmes nationaux à frais partagés ont été utilisés par le passé et devront être utilisés dans l'avenir, afin d'exercer un leadership national en fournissant des services sociaux clés pour tous les Canadiens, quel que soit leur lieu de résidence. L'Accord du lac Meech vient confirmer le rôle de leadership national tout en ne restreignant pas notre capacité à redresser les disparités régionales."

"M. Wells se trompe au sujet de l'Accord du lac Meech. Il fait passer ses propres préjugés, qui datent de l'époque de Trudeau, avant ce qu'il devrait percevoir comme les intérêts de son pays et de sa province," a ajouté M. Crosbie. "Il est grand temps que M. Wells se joigne aux bâtisseurs de la nation, et qu'il cesse d'être du côté des démolisseurs".

Pour de plus amples renseignements, prière de contacter:

Paul Benoît
Cabinet de l'honorable John C. Crosbie
Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada
(613) 992-7332